



**LE DÉPARTEMENT DU NORD N'EST PAS LÀ POUR EUX,
MAIS NOUS, NOUS SERONS LÀ !
ET VOUS ?**

LE 21 MARS À 13H30
RENDEZ-VOUS DÉPART PLACE DE LA RÉPUBLIQUE À LILLE

LES PROFESSIONNEL·LES DE LA PRÉVENTION ET DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE DU NORD



POUR PLUS D'INFOS
SUIVEZ NOUS SUR



La chaîne de prévention et de protection de l'enfance s'effondre...

Nous devons agir !

Après la mobilisation de 2018 où, éducateurs, assistantes sociales, puéricultrices, médecins, sage-femme, psychologues, secrétaires médico-sociales... toutes et tous exerçant leurs missions au Département du Nord, ont pris conscience de l'état général dégradé de la chaîne de prévention et de protection de l'enfance...

Après la succession d'alertes, de droits de retrait, d'actions...

Après la rédaction d'une Tribune avec les Juges des Enfants et avocats sonnant l'alarme...

Après la multiplication des arrêts maladies (parfois très long), les démissions en cascade...

Et face au détachement cognitif quasi-pathologique d'un président et de son exécutif départemental qui ne se sentent absolument plus responsables de ce qu'ils font ou ne font pas...

Et face à une administration contrainte de n'agir qu'en gestion de crise...

Aujourd'hui, les travailleurs sociaux, médico-sociaux et leurs responsables d'équipes et en pole enfance famille ont décidé de s'unir et de crier leur détresse, leur ras-le-bol et leur colère face à l'abandon des enfants à protéger et de leur famille.

Délibérément, l'exécutif du Conseil Départemental du Nord crée la pénurie de moyens dont les conséquences sont catastrophiques pour les populations et les professionnelLES.

C. POIRET a beau ressasser «des moyens considérables sont déjà consacrés à ces missions»... pourtant rien ne va... Et pourquoi alors ?

Engagés dans un mouvement de grève depuis ce lundi 11 mars, les agentEs des services de PMI, polyvalence de secteur, ASE, PEFJ n'ont pas le choix. C'est simple: rester debout, intègres.. ou partir, quitter ce Département maltraitant et malade de « gestionnisme aiguë ».

Elles et ils exigent :

- **La transparence totale sur les fonds alloués à leurs missions : où vont précisément les 600 Millions affectés ?**
- **L'ouverture de négociations immédiates dont l'objectif est de produire un plan de réinvestissement massif pluriannuel dans le secteur de la prévention et de la protection de l'enfance prenant en compte exclusivement les besoins remontés par les professionnelLES de terrain et rompant avec la logique purement comptable. Ça suffit la politique de « l'offre de service » !**
- **La redéfinition des logiques d'interventions, des missions, des objectifs des services dédiés à la prévention... La remise à l'emploi, ce n'est pas une mission du Département, d'autant plus quand elle est contrainte !!!**

Elles et ils mènent des actions pour se faire entendre !

Elles et ils appellent leurs collègues et partenaires des établissements, MECS, clubs de prévention, Juges des Enfants, etc. à les rejoindre dans cette bataille... Plus personne n'est épargné par la situation !!!

Rejoignons-nous toutes et tous et formons ce jeudi 21 mars une grande cordée solidaire !